

Le 21 Septembre, on remet ça, encore plus fort !

La première journée d'action du **12 septembre et sa forte mobilisation**, a démontré que les travailleurs ne laisseront pas MACRON et ses mercenaires dynamiter le Code du Travail.

Nous avons bien compris, que nous soyons « fainéants, cyniques ou extrêmes... », que ce gouvernement ultra libéral, mené par un Président mandataire du Medef, exprimant son mépris pour les travailleurs et cultivant la haine du pauvre, n'a qu'un seul but : **la mise en place intégrale du programme antisocial du MEDEF et la destruction intégrale des acquis sociaux, conquis pendant plus d'un siècle de lutte, par les travailleurs. Rien d'étonnant alors que ces remises en cause soient dirigées par une ancienne DRH, devenue millionnaire après avoir conduit un plan de licenciement chez Danone !**

Si ces ordonnances étaient appliquées, un tsunami social s'abattra sur tous les salariés:

- Le patron serait le seul maître à bord dans l'entreprise et décidera de licencier qui il voudra, comme il voudra, quand il voudra.
- Le CDI sera « obsolète » ; seul le règlement intérieur stipulera nos rares droits sociaux et nos nombreux devoirs... Il y aura « un Code du Travail » par entreprise ! Dumping social assuré !
- La précarité sera généralisée et deviendra le modèle social et sociétal imposé... Les salariés dans plusieurs pays d'Europe subissent déjà cet esclavagisme du 21^{ème} siècles (Grèce, Allemagne, Royaume unis, Pays Bas, Espagne...). Les CDI feront place aux **contrats de projets**, après des **ruptures conventionnelles collectives décidées par le patron**. La précarité ne s'appliquera pas seulement à l'emploi. Mais également aux conditions sociales liés aux liens de subordinations entre patrons et salariés: en effet le patron décidera de la durée du travail, du montant des salaires par qualification... n'aura plus d'obligation sur la santé et la sécurité des travailleurs.
- Le patron pourra négocier avec des délégués sans étiquette. Les accords d'entreprise pourront (devront ?) être en dessous de ceux de la Branche. Les référendums d'entreprises foisonneront, toujours avec la même marotte, le chantage à l'emploi...
- Le système de protection sociale actuel, basé sur la solidarité intergénérationnelle et la répartition des richesses, sera remplacé par la fiscalisation sociale. La CSG risque de grimper vertigineusement, pour les actifs et retraités...

Nous sommes face à une véritable déclaration de guerre du libéralisme contre le social !

Le 21 septembre, la CGT et avec elle plusieurs organisations syndicales de salariés et d'étudiants, appellent tous les syndicats d'entreprises à pousser les curseurs vers le haut : encore plus nombreux dans les manifs départementales, mais aussi multiplions les appels à la grève.

En effet, le MEDEF et ses acolytes sont beaucoup plus « sensibles » aux arrêts de travail dans leurs boîtes qu'à la « longueur des défilés » (sic !) et « cortèges » (re sic !) comme ils disent.

Nous devons taper là où ça fait mal : les arrêts de production, pour pénaliser l'économie et donc la rente des actionnaires.

Le CRA FILPAC CGT appelle tous ses syndicats du Papier, Livre, Communication et annexes, à **cesser le travail**, après en avoir défini les modalités avec les salariés, et à **participer massivement aux manifestations départementales**.

LE 21 SEPTEMBRE 2017, veille de la réunion du conseil des ministres pour entériner les ordonnances sur la casse du Code du travail:

bravons les « foudres de Jupiter » !

Stoppons le projet massif de destruction sociale du MEDEF !

Tous concernés ! Tous dans l'action le 21 septembre ! Grèves; manifestations: ne lâchons rien !